



Focus

Prix Sakharov pour la liberté de pensée : le Parlement a levé le voile sur le lauréat

Le Prix Sakharov 2007 a été attribué ! Chaque année depuis 1988, le Parlement européen récompense ceux et celles qui, à travers le monde, se battent pour défendre la liberté de penser et lutter contre l'oppression et l'injustice. Avant de choisir quelle personnalité ou organisation récompenser du Prix Sakharov 2007, les députés se sont accordés pour désigner trois finalistes. Plein feu sur les finalistes, avant de découvrir le lauréat 2007 et de revenir sur la cérémonie de remise du prix.

C'est lors d'une réunion conjointe aux Commission Développement et Affaires étrangères que les trois finalistes ont été officiellement choisis, lundi 24 septembre à Strasbourg.

Ont donc été nominés pour le Prix Sakharov 2007 :

- la journaliste russe **Anna Politkovskaya** (à titre posthume),
- l'avocat soudanais **Salih Mahmoud Osman**,
- les dissidents chinois **Zeng Jinyan** et **Hu Jia**.

Le 25 octobre, les chefs de groupes politiques (réunis au sein de la « conférence des présidents ») ont pris leur décision finale sur le lauréat du Prix Sakharov 2007. Le Prix a été officiellement remis le 11 décembre, lors d'une cérémonie dans l'hémicycle strasbourgeois.

Découvrez les nominés et le lauréat du Prix Sakharov 2007 en cliquant sur les liens ci-dessous !

Cinq nominés pour le Prix Sakharov 2007, du Soudan à la Chine...

Nelson Mandela, Ibrahim Rugova, Aung San Suu Kyi, Reporters sans frontières, Alexandre Milinkévitch : mondialement connus ou non, les précédents lauréats du Prix Sakharov ont marqué l'histoire de leur pays par leur combat pour la paix, la liberté et la justice. Cette année, les députés ont nommé cinq personnalités : du Soudan à la Chine, découvrez qui elles sont.

Depuis 1988, le Parlement européen attribue chaque année un Prix Sakharov, du nom du physicien russe Andreï Sakharov (1921-1989). Tout au long du 20ème siècle, le dissident soviétique s'est distingué par sa dénonciation de la course à l'arme nucléaire et par sa liberté de penser.

Comme lui, chacune des personnalités ou organisations récompensées par le Parlement européen s'est battu, souvent contre un système politique oppressif, pour les libertés fondamentales -comme la liberté d'expression, le droit des minorités, le respect du droit international, ou encore la promotion de la démocratie et de l'Etat de droit. En 2007, cinq d'entre elles ont été nommées pour le Prix.

Parmi les nominés (désignés par 40 députés au moins ou par un groupe politique), un seul recevra le Prix Sakharov 2007. Le lauréat recevra également un chèque de 50.000 euros pour soutenir son action en faveur des droits de l'homme.

Sont donc en compétition pour le Prix 2007 :

Bartholomé 1er

Nominé par le député Philip Claeys, au nom du groupe ITS, le Patriarche Œcuménique de Constantinople défend la liberté de religion en Turquie. Il est aussi un ardent promoteur du dialogue interreligieux et de la tolérance.

Madame Zeng Jinyan et monsieur Hu Jia : les enfants de Tienanmen

Chaque jour, la cyberdissidente Zeng Jinyan recense sur son blog les cas d'abus des droits de l'homme dans son pays, la Chine. Son mari, Hu Jia, milite pour l'environnement et contre le sida. Tous deux ont été nominés par la députée Monica Frassoni et le député Daniel Cohn-Bendit, au nom du groupe des Verts/ALE.

Malalai Joya, députée afghane

Cette députée afghane défend les droits des femmes de son pays. En mai 2007, elle fut suspendue de sa fonction après avoir dénoncé les seigneurs de guerre qui siègent au Parlement afghan. Elle a échappé à quatre tentatives d'assassinat. Malalai Joya a été nommée par l'Italien Vittorio Agnoletto et les Allemands André Brie et Tobias Pflügler, au nom du groupe GUE/NGL.

Salih Mahmoud Osman, avocat soudanais des droits de l'homme

Cet avocat travaille pour l'Organisation Soudanaise contre la Torture, qui fournit une assistance juridique gratuite aux nombreuses victimes de la guerre civile qui fait rage au Soudan, ainsi qu'à ceux qui ont vu leurs droits de l'homme bafoués.

Il a été nommé par l'Espagnol Josep Borrell (PSE), le Français Thierry Cornillet (ADLE), le Portugais José Ribeiro e Castro (PPE-DE), l'Allemand Frithjof Schmidt (Verts/ALE), l'Allemand Jürgen Schröder (PPE-DE), et 177 autres députés de différents groupes politiques ; également nommé par la Belge Annemie Neyts-Uyttebroeck et l'Italien Marco Cappato (IT), au nom du groupe ADLE.

Anna Politkovskaya, journaliste russe

Elle a été assassinée le 7 octobre 2006 devant chez elle : la journaliste russe Anna Politkovskaya s'était fait des ennemis, notamment en couvrant les cas d'abus de droits de l'homme et de torture en Tchétchénie. A titre posthume, elle a été nommée par Joseph Daul, au nom du groupe PPE-DE.

Qui sont les trois finalistes ?

Anna Politkovskaya

Cette journaliste russe s'était rendue célèbre par ses nombreuses enquêtes indépendantes sur les crimes et abus commis en Tchétchénie. Elle a aussi écrit plusieurs livres sur la guerre en Tchétchénie, la vie russe et le régime du président Poutine ; ce qui lui avait valu de nombreux prix internationaux. Anna Politovskaya a été assassinée le 7 octobre 2006 dans son immeuble à Moscou.

Salih Mahmoud Osman

Depuis plus de vingt ans, cet avocat soudanais défend les nombreuses victimes de la guerre civile soudanaise et de violations des droits de l'homme. Il travaille avec l'Organisation Soudanaise contre la Torture. Salih Mahmoud Osman a payé le prix de son engagement : plusieurs membres de sa famille ont été torturés et assassinés. Il siège désormais au Parlement soudanais.

Zeng Jinyan et Hu Jia : les enfants de Tienanmen

Zeng Jinyan n'a que 24 ans mais elle s'est déjà fait un nom : chaque jour sur son blog, elle recense les cas d'abus de droits de l'homme en Chine. Cette cyberdissidente travaille avec son mari Hu Jia, lui aussi engagé pour la défense de l'environnement et contre le sida. Vivant tous deux à Beijing, ils sont en résidence surveillée. Le 18 mai dernier, le gouvernement chinois leur a interdit de quitter le territoire chinois, accusés d'être une menace à la sécurité nationale.

Anna Politkovskaya (1958-2006) : "La dictature ne respecte que les forts. Elle dévore les faibles"

La journaliste et éditorialiste russe du journal Novaya Gazeta s'est fait un nom en publiant de nombreuses enquêtes sur les cas d'abus de droits de l'homme et de torture en Tchétchénie. Elle est l'auteur de plusieurs livres sur la Russie et les guerres en Tchétchénie. Son dernier ouvrage, « La Russie de Poutine », accusait les services secrets russes (le FSB) de saper les libertés civiles pour tenter de rétablir un régime autoritaire du style soviétique.

Anna Politkovskaya avait aussi reçu de nombreuses récompenses internationales pour son travail d'enquête en Tchétchénie. Elle affirmait qu'elle ne jugeait pas, mais qu'elle s'attachait à décrire la vie des citoyens à ceux qui ne disposaient que d'informations édulcorées par des journaux et télévisions empreints d'idéologies.

Son travail lui a valu de nombreuses menaces, harcèlements et arrestations. Elle a finalement été assassinée par balles dans son immeuble à Moscou, le 7 octobre 2006. Plus de 1000 personnes avaient assisté à ses funérailles, dont l'on vient de commémorer le premier anniversaire. La famille d'Anna Politkovskaya et des organisations internationales ont depuis fortement critiqué le manque de transparence de l'enquête sur ce meurtre et ce, malgré les récentes arrestations.

Depuis 1993, près de 300 journalistes ont perdu la vie en Russie. Seul un petit pourcentage de ces affaires ont été élucidées et jugées.

Salih Mahmoud Osman, avocat soudanais : "faire en sorte que les victimes de viols ne soient pas oubliées"

Avocat soudanais né en 1957, Salih Mahmoud Osman défend depuis plus de vingt ans les victimes de la guerre civile dans son pays natal. Avec l'Organisation Soudanaise contre la Torture, il fournit une assistance juridique, de l'aide médicale et du soutien psychologiques aux milliers de personnes traumatisées par la guerre.

Salih Mahmoud Osman recense également les cas de crimes de guerre et ses entretiens avec des témoins permettent à la Cour de Justice Internationale de poursuivre les auteurs de ces crimes. Il a également permis à plusieurs condamnés par le régime de Khartoum d'échapper à l'amputation ou à la mort. Il se bat pour que le viol soit reconnu comme crime de guerre. Actuellement, il tente d'aider les 2 millions de déplacés du Soudan à retourner chez eux, tout en s'assurant que les responsables soient jugés.

Mais ce combat contre l'injustice lui a déjà coûté cher : des membres de sa famille ont été assassinés, torturés ou brûlés vifs par les milices soudanaises. Lui même a été emprisonné 7 mois par le gouvernement en 2004, sans accusation ni procès. Le 8 novembre 2005, il a reçu le prix d'honneur de l'association Human Rights Watch pour son engagement.

Salih Mahmoud Osman est désormais député au Parlement soudanais. Il tente par cela de promouvoir l'Etat de droit en œuvrant pour la mise en oeuvre des dispositions de la constitution provisoire.

Zeng Jinyan et Hu Jia, dissidents chinois : "nous sommes Tienanmen 2.0 !"

Ils sont époux dans la vie et activistes sur le net. Elle, Zeng Jinyan (24 ans) publie chaque jour sur son blog les cas d'abus et d'oppression que subissent les dissidents et défenseurs des droits de l'homme en Chine. Lui, Hu Jia (34 ans), est un pionnier de l'engagement écologique et s'est lancé il y a quelques années dans la lutte contre le sida. Il est également l'un des coordonnateurs de la lutte "des avocats aux pieds nus", mouvance qui regroupe juristes, avocats et universitaires autour d'une même cause: la défense des droits et le combat des injustices. En 1989, durant les événements de Tiananmen, Hu Jia avait 15 ans et se rendait tous les jours sur la place pour apporter son soutien aux étudiants.

Ils vivent tous les deux dans la banlieue de Beijing. Harcelés, intimidés, ils ont été placés en résidence surveillée d'août 2006 à mars 2007. Le 18 mai dernier, ils ont été interdits de quitter le territoire chinois, accusés d'être une menace à la sûreté de l'Etat. Zeng Jinyan et Hu Jia symbolisent une nouvelle génération de contestataires en Chine. Car selon les organisations de défense des droits de l'homme, la plupart des cyber-dissidents emprisonnés le sont en Chine - un pays où la censure est monnaie courante, en particulier sur internet. Reporters sans Frontières a placé la Chine au 163ème rang dans le classement sur la liberté de la presse dans le monde -soit à 6 places du dernier.

Soirée de témoignages sur les parcours des trois finalistes

Députés européens, défenseurs des droits de l'homme et journalistes étaient réunis, mercredi soir, lors d'un évènement organisé au Parlement. Objectif ? Présenter le parcours des trois finalistes pour le prix Sakharov 2007 : la journaliste russe Anna Politkovskaya, l'avocat soudanais Salih Mahmoud Osman et les dissidents chinois Zeng Jinyan et Hu Jia. Cet évènement a aussi été l'occasion de dresser un bilan de la situation des droits de l'homme en Russie, au Soudan et en Chine.

La journaliste de la BBC Shirin Wheeler a animé les débats de cette soirée consacrée aux trois finalistes du Prix Sakharov 2007.

Zeng Jinyan et Hu Jia : les enfants de Tienanmen

Les « *enfants de ceux qui se sont rebellés sur la place de Tienanmen* », comme les a présenté le coprésident du groupe des verts/ALE Daniel Cohn-Bendit, font partie des finalistes pour le prix Sakharov 2007. Lors de la soirée, un sombre tableau de la situation des droits de l'homme en Chine a été dressé.

« *Les gens ont peur* », a raconté Cai Chongguo, un dissident exilé à Paris et rédacteur en chef du « China Labour Bulletin ». L'organisation des Jeux Olympiques en Chine en 2008 a été l'occasion pour le gouvernement communiste de « *nettoyer* » et d'accroître le contrôle et la censure, selon lui. Une campagne « *Nous voulons des droits de l'homme, pas des Jeux Olympiques* » a d'ailleurs été lancée, a rappelé le britannique Edward McMillan-Scott (PPE-DE), notant que de nombreux cas d'abus ont été commis à cause des jeux olympiques. « *Le Parlement européen ne devrait pas ignorer ce qui se passe dans le pays le plus peuplé de la terre* », a-t-il conclu.

Même appel de la part de Daniel Cohn-Bendit, pour qui les « *Jeux olympiques sont un moment décisif pour rappeler que tout ne va pas pour le mieux en Chine* ».

Marie Holzman, représentante de la Fédération Internationale pour les Droits de l'Homme (FIDH) a alerté en affirmant qu'en se rendant aux Jeux Olympiques à Beijing, on légitime du même coup le régime communiste. « *La situation est absurde, kafkaïesque* » en Chine, a-t-elle affirmé, expliquant que les accusés et leurs défenseurs sont emprisonnés ensemble (près de 500 avocats sont derrière les barreaux en Chine). Le respect des droits de l'homme, ce n'est que du papier ! a-t-elle lancé.

Salih Mahmoud Osman, un espoir pour le Darfour ?

La situation au Darfour fait froid dans le dos : « *2,4 millions de déplacés, 4 millions de personnes qui dépendent de l'aide internationale pour survivre, une mosaïque de violences...* », a expliqué Reed Brody, de l'association Human Rights Watch. Il faut maintenir la pression internationale sur le régime de Khartoum, selon lui.

Un bon moyen pourrait-être la nomination de Salih Mahmoud Osman au prix Sakharov 2007 ? Cet avocat et défenseur des droits de l'homme soudanais a été présenté par les députés José Ribeiro e Castro (PPE-DE) et Josep Borrell (PSE), qui a parlé « *d'une des plus grandes tragédies de notre temps* » à propos de la guerre civile au Darfour.

L'ancien président de l'Organisation soudanaise contre la Torture, Osman Hummida, est venu personnellement témoigner du travail de Salih Mahmoud Osman, rappelant qu'il collectait des statistiques sur les cas de violations des droits de l'homme, qu'il avait créé un réseau de juristes et un centre de réhabilitation pour les victimes de torture. « *C'est un parlementaire, pas seulement un avocat. En clair, une voix pour le Darfour* », a-t-il résumé à propos de Salih Mahmoud Osman.

Anna Politkovskaya, une voix libre s'est éteinte

C'est Elmar Brok, député allemand du PPE-DE, qui a présenté le parcours de la journaliste russe Anna Po-

litkovskaya, assassinée il y a seulement un an à Moscou. « *Un exemple pour les valeurs que nous attachons au Prix Sakharov* », a-t-il indiqué à son propos, ajoutant : « *Nous n'acceptons pas que l'enquête soit étouffée* ».

Sergieï Sokolov, le rédacteur en chef du journal où travaillait Anna Politkovskaya, Novaya Gazeta, est venu témoigner de l'impunité dont bénéficient en Russie les auteurs de ce type de crimes : « *alors que 70% des crimes sont élucidés, seul un faible pourcentage des assassinats de journalistes l'est* ». « *L'Union soviétique se réveille en Russie* », a-t-il indiqué, remerciant pour la nomination d'Anna Politkovskaya au Prix Sakharov : « *votre soutien peut aider l'enquête* ». L'avocate de la famille de la journaliste assassinée, Karinna Moskalenko, a parlé de « *meurtre politique* ». « *Le gouvernement a créé un environnement d'intolérance envers l'opposition et les journalistes* », a-t-elle estimé.

Aude Merlin, professeur à l'Université libre de Bruxelles, a rappelé que les témoignages recueillis par Anna Politkovskaya avaient permis de condamner des criminels de guerre. Elle a noté cependant que « *les libertés s'érodent d'année en année* » en Russie.

Le lauréat du Prix Sakharov 2007 sera annoncé le 25 octobre prochain. Le Prix sera officiellement remis lors de la plénière de décembre.

Libérez Aung San Suu Kyi, maintenant !

Suite aux récents évènements survenus en Birmanie, le Parlement européen poursuit sa campagne pour la libération de l'opposante au régime birman, Aung San Suu Kyi. Des affiches géantes de la lauréate du Prix Sakharov 1990 ont été installées à Bruxelles et Strasbourg, appelant à sa libération immédiate. Aung San Suu Kyi fait partie des quelques lauréats du Prix Sakharov qui n'ont pu venir personnellement recevoir leur prix, du fait des restrictions qui leur sont imposées.

Le Prix Sakharov 2007 est attribué à... Salih Mahmoud Osman

Hans-Gert Pöttering l'a annoncé ce 25 octobre dans l'hémicycle strasbourgeois : le lauréat du Prix Sakharov 2007 pour la liberté de pensée est l'avocat soudanais Salih Mahmoud Osman. Il a été choisi par la Conférence des présidents (qui réunit les chefs de groupes politiques) parmi les 3 candidats en lice.

« Face à la violence et à un pouvoir arbitraire, M. Salih se bat pour le dialogue et la justice. Or, il n'y a pas de démocratie sans justice », a affirmé le président du Parlement lors de l'annonce du Prix. Il a poursuivi : « En attribuant le Prix Sakharov à Salih Mahmoud Osman, le Parlement européen souhaite saluer l'action d'un homme courageux devenu la voix du Darfour. Et à travers lui, il soutient l'établissement d'un Etat de droit au Soudan ».

Hans-Gert Pöttering a également annoncé que le Parlement, sur décision de la Conférence des Présidents, trouverait une manière appropriée d'honorer le travail et la vie de la journaliste russe Anna Politkovskaya, assassinée en octobre 2006 à Moscou.

Le Prix Sakharov 2007, d'un montant de 50 000 euros, sera remis au lauréat lors d'une cérémonie, le 11 décembre dans l'hémicycle strasbourgeois.

Promouvoir le Prix Sakharov

Le Prix Sakharov est une récompense importante dans le domaine des droits de l'homme et de la liberté de l'esprit. Parce qu'il mérite d'être connu, ainsi que ses lauréats, nous vous fournissons ici toutes sortes de matériel de communication à destination de vos amis, de votre blog, de vos visiteurs.

N'hésitez pas à les utiliser avec un lien vers notre site web ! Cliquez sur le premier lien ci-dessous pour accéder à la page de téléchargements comprenant les bannières numériques (deux tailles, format .gif), les vidéo clips (formats pro et internet) et les affiches (.pdf).

Chacun de ces matériaux est disponible en 22 langues.

Salih Mahmoud Osman, lauréat du prix Sakharov : « pas de paix sans justice ! »

Salih Mahmoud Osman est député au parlement soudanais, avocat et surtout infatigable défenseur des droits de l'homme, en particulier au Darfour. Pour le récompenser de sa lutte contre l'injustice et l'impunité, il recevra le prix Sakharov 2007, aujourd'hui dans l'hémicycle. En amont de la cérémonie officielle, La Une l'a rencontré : dans cet entretien, Salih Mahmoud Osman en appelle à la responsabilité éthique et morale des dirigeants européens pour protéger les civils du génocide au Darfour.

Monsieur Salih, le Parlement européen vous a attribué le Prix Sakharov 2007 pour votre engagement en faveur des droits de l'homme et de la justice au Darfour. En quoi ce Prix peut-il vous aider dans votre lutte contre l'impunité ?

« Je suis très heureux que par ce Prix, notre travail -à nous, défenseurs des droits de l'homme au Soudan et en particulier au Darfour- soit reconnu. Nous travaillons dans un environnement hostile, avec le danger perpétuel d'être intimidés, arrêtés, détenus, torturés...Malgré cela, je pense que c'est une question de responsabilité éthique et morale que de défendre les peuples.

La souffrance humaine est réelle au Darfour. En tant qu'avocat, j'affirme que ce qui s'y passe est un génocide. Plus de 400 000 personnes sont mortes et plus de 2000 villages détruits. Le viol est utilisé comme arme de guerre : de très jeunes filles, parfois âgés de 8 ans seulement, en sont victimes. De nombreux viols se produisent sous les yeux des hommes de la famille, pour les humilier.

Malgré le droit humanitaire international et ces violations des droits fondamentaux, la justice ne s'applique pas. Il y a une atmosphère d'impunité totale ; tous les criminels sont hors de portée de la justice. Nous parlons d'impunité parce que notre système judiciaire est incompetent et réticent à rendre la justice. »

Le Soudan est toujours en proie à la violence : quelles sont, selon vous, les clés de la paix et de la réconciliation, en particulier au Darfour ?

« Il n'y aura pas de paix au Darfour et au Soudan s'il n'y a pas de justice. La justice est un élément basique et essentiel à la paix, qui ne peut pas être compromis pour des raisons politiques.

Dans le sud du Soudan, (*ndlr : depuis le début de la seconde guerre civile en 1983*) plus de deux millions de personnes ont été assassinées et quatre millions déplacées. On ne rend pas la justice pour se venger, mais pour instaurer une paix durable et rendre possible la réconciliation. La nature des atrocités commises ne permettra jamais aux victimes et aux survivants d'oublier leurs souffrances : voilà pourquoi la justice est si importante. »

La communauté internationale semble s'être réveillée après un long silence. Que peut faire l'Europe pour le Darfour ?

« Pour beaucoup de victimes et de survivants, la réaction de la communauté internationale a été trop lente. De nombreuses résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU n'ont jamais été appliquées efficacement. Mais c'est aussi grâce à la communauté internationale -l'Europe, les États-Unis, le Canada- que plus de 5 millions de personnes sont encore en vie aujourd'hui, par l'assistance humanitaire.

Les Européens ont apporté de l'aide aux victimes pour les maintenir en vie, mais cela n'est pas suffisant. Ils doivent réfléchir aux moyens de protéger ces populations qui périssent chaque jour et aider les innocents à rentrer chez eux dans la dignité et la sécurité. C'est inacceptable de laisser des gens dans des camps pen-

dant plus de quatre ans, comme c'est le cas. Nous souhaiterions que l'Europe montre plus de soutien encore, par exemple en organisant des rallyes de solidarité, comme c'est le cas aux Etats-Unis.

L'Europe doit exercer une pression sur le gouvernement soudanais pour le déploiement d'une force hybride. J'en appelle à la responsabilité morale, éthique et légale des dirigeants européens : ils doivent aider à protéger les vies et empêcher le gouvernement de détruire nos communautés. »

En quoi le Prix Sakharov pourra-il vous aider dans votre travail ?

« C'est un immense honneur de recevoir le même Prix que Nelson Mandela, une légende que j'espère rencontrer un jour. C'est incroyable que le Parlement européen ait décidé, après lui, de m'offrir ce Prix. Le fait que d'autres gens sachent ce que j'ai fait me remplit de courage et de détermination. Les gens ont commencé à réaliser que ce Prix n'est pas seulement pour moi, mais aussi pour le Darfour, le Soudan et l'Afrique. »